

PANDÉMIE DE COVID-19

Freiner la perte de biodiversité pour prévenir les pandémies

Un rapport international juge le coût de la prévention cent fois moindre que celui de l'inaction

Dans les décennies à venir, les pandémies vont être plus nombreuses, plus meurtrières, se propageront plus rapidement et feront plus de dégâts à l'économie mondiale; à moins qu'il n'y ait un changement radical dans l'approche globale de la lutte contre les maladies infectieuses. Voici l'alerte lancée par le Britannique Peter Daszak, chercheur en zoologie et coauteur d'un rapport sur les pandémies publiées le jeudi 29 octobre par la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

Ce groupe d'experts a réuni en début d'année vingt-deux scientifiques internationaux pour répondre à deux questions : comment les pandémies émergent-elles ? Et peut-on les prévenir ? « Habituellement ce type de rapport prend plusieurs années, explique Anne Larigauderie, secrétaire exécutive de l'IPBES. Nous

l'avons sorti très rapidement car il était nécessaire d'avoir à disposition une évaluation du savoir scientifique sur le lien entre pandémies et biodiversité. » Les auteurs ont analysé et synthétisé environ 700 références scientifiques. « On a beaucoup d'informations sur les pandémies d'un point de vue social, médical, explique Peter Daszak. On en a également beaucoup sur la perte de biodiversité, il était important de relier les deux pour répondre à la question : pourquoi les pandémies se produisent-elles ? »

Une pandémie tous les dix ans

Selon le rapport, 70 % des maladies émergentes (Ebola, Zika) et la quasi-totalité des pandémies connues (VIH, Covid-19) sont des zoonoses – c'est-à-dire qu'elles sont causées par des virus d'origine animale. Les principaux porteurs sont les mammifères – chauves-souris, rongeurs, primates, bétail – et les oiseaux. Mais bien que les

pandémies trouvent leurs origines dans des microbes portés par des animaux, ce sont bien les activités humaines qui amplifient le phénomène. « Il n'y a pas de grand mystère sur la cause de la pandémie de Covid-19, ou de toute pandémie moderne, explique Peter Daszak. Les mêmes activités humaines qui sont à l'origine du changement climatique et de la perte de biodiversité entraînent également des risques sanitaires par leur impact sur notre environnement. L'expansion et l'intensification de l'agriculture, le commerce, la production et la consommation non durables perturbent la nature et augmentent les contacts entre la faune, le bétail, les agents pathogènes et les humains. C'est la voie vers les pandémies. »

Ces maladies émergent à un rythme de plus en plus soutenu. Selon le rapport, il existerait environ 1,7 million de virus non découverts chez les animaux, et 540 000 à 850 000 d'entre eux

pourraient potentiellement infecter les humains. « D'ici peu, nous pourrions avoir une pandémie tous les dix ans, alerte Peter Daszak. Les gérer comme nous le faisons avec le coronavirus n'est pas une solution durable. Sinon, tous les pays pourraient connaître une récession économique continue. » Alors quelles sont les solutions pour réduire les risques de pandémies ? « Notre approche actuelle n'est pas la bonne, insiste le chercheur. Nous espérons toujours contenir et contrôler les maladies après leur apparition grâce aux vaccins et aux thérapies. Mais échapper à l'ère des pandémies implique de laisser une place plus grande à la prévention qu'à la réaction. »

Imiter les cellules antiterroristes

Le chercheur préconise une approche similaire à celle des cellules antiterroristes. « Il faut faire exactement le même travail, explique-t-il. C'est-à-dire surveiller constamment, écouter les rumeurs de maladies émergentes locales pour pouvoir, dès le début d'une épidémie, la contrôler et l'enrayer. » Les programmes de lutte contre les pandémies agissent souvent dans le cadre de mesures d'urgence. Alors que celles-ci peuvent avoir des négatifs sur la biodiversité. « Il faut faire attention à ne pas faire passer le mauvais message, explique Peter Daszak. Les virus proviennent de la faune sauvage, beaucoup de maladies sont transmises par les chauves-souris, aussi certaines personnes pensent que la solution serait de les éradiquer. Mais si l'on enlève une espèce, une autre viendra prendre sa place. »

« Il faut remettre l'agriculture au centre des problèmes, et par conséquent au centre des solutions »

SERGE MORAND
chercheur en écologie au CNRS

« Il faut réduire la consommation non durable de produits provenant des zones réservoirs de maladies émergentes, ainsi que celle, excessive, de produits issus de l'élevage », soutient par ailleurs Peter Daszak. Serge Morand, chercheur en écologie au CNRS, confirme : « Il faut vraiment remettre l'agriculture au centre des problèmes, et par conséquent au centre des solutions. »

Selon le rapport de l'IPBES, le risque de pandémie peut être considérablement réduit en freinant la perte de biodiversité – qu'elle découle du commerce d'animaux sauvages ou de l'agriculture intensive – et en s'efforçant de conserver des habitats naturels propices. Et pour convaincre du bénéfice des approches préventives, les chercheurs mettent en avant les avantages économiques. Le coût de l'inaction en matière de pandémie serait ainsi cent fois plus élevé que le coût de la prévention. Selon leurs calculs, les pandémies et autres zoonoses émergentes coûtent plus de 1 000 milliards de dollars (857 milliards d'euros) de dom-

mages économiques par an. Ils estiment à l'inverse que les stratégies de prévention basées sur la réduction du commerce des espèces sauvages, le changement d'utilisation des terres et une surveillance accrue, coûteraient entre 40 et 58 milliards de dollars par an. À titre d'exemple, les dépenses liées au Covid-19 pourraient atteindre 16 000 milliards de dollars rien qu'aux États-Unis d'ici à 2021.

Les chercheurs s'agacent du manque d'actions politiques en réponse à leur diagnostic. « Ce rapport est très important, mais le constat qu'il fait l'a déjà été il y a des années, souligne Serge Morand. En 1968 déjà, l'Unesco faisait le rapprochement entre destruction de la biodiversité et pandémie. »

Le rapport propose des pistes qui contribueraient à réduire le risque sanitaire : lancer un conseil intergouvernemental sur la prévention des pandémies afin de fournir aux décideurs les meilleures données scientifiques sur les maladies émergentes, prédire les zones à haut risque, évaluer l'impact économique des pandémies potentielles ; rédiger des accords internationaux fixant des objectifs contraignants ; inclure des taxes sur la consommation de viande et la production animale ; renforcer l'application des lois sur le trafic d'espèces sauvages. « Le Covid-19 a mis en évidence l'importance de la science et de l'expertise, soutient Anne Larigauderie. Nous espérons que ce rapport offrira aux décideurs de nouvelles perspectives sur la réduction du risque de pandémie et les options de prévention. » ■

CLÉMENTINE THIBERGE

« Nous allons être face à des situations humaines impossibles »

Médecin à l'hôpital Bichat, à Paris, Xavier Lescure redoute une saturation des services de réanimation et l'épuisement des équipes

ENTRETIEN

Spécialiste des maladies infectieuses à l'hôpital Bichat, à Paris, Xavier Lescure dénonce le retard pris dans les prises de décision face au Covid-19.

Emmanuel Macron a annoncé près de 9 000 personnes en réanimation au 15 novembre. N'est-ce pas trop tard pour sauver l'hôpital ?

Depuis plusieurs semaines, nous avons perdu le contrôle de l'épidémie. Ce nouveau confinement est un coup de frein à main, qui ne nous empêchera pas de partir dans le décor. Les politiques et les citoyens considèrent que les hôpitaux sont solides, mais ils ne peuvent pas absorber de tels à-coups. Quand les « réas » seront débordées, il faudra bien choisir entre tel ou tel malade. On n'ose pas le dire mais c'est une réalité. Si on est complètement sous l'eau, nous allons être face à des situations humaines impossibles.

Comment en est-on arrivé là ?

Dès la mi-août, j'ai alerté sur la dégradation des indicateurs. Il y avait bien trop de clusters, signe que le virus circulait déjà beaucoup. Les CPAM [Caisses primaires d'assurance maladie] étaient à la peine pour tracer les cas. Du jour au lendemain, on a demandé à leurs agents de faire quelque chose qui n'a rien à voir avec leur métier : cela ne pouvait pas marcher. Il ne suffit pas de passer un coup de fil aux gens en leur expliquant qu'il faut s'isoler. Il faut aller sur le terrain, faire de la pédagogie, de l'accompagnement.

Pourquoi avoir attendu que les réas soient à moitié pleines pour agir ? Il faut maintenant prendre des mesures qui auront un impact

social et économique majeur. Cela fait neuf mois que nous sommes sur le pont, en première ligne pour voir ce qui se passe. Nous avons multiplié les mises en garde, mais nous ne sommes pas entendus.

Les politiques se sont-ils montrés trop optimistes ?

Je comprends qu'il ne faille pas crier au loup trop tôt, qu'il faille que les mesures soient acceptées, mais entre « tout va bien » et « il faut confiner tous les Français », des mesures proportionnées auraient pu être prises avant. Les politiques réagissent quand le dernier rempart – la réanimation – est menacé. Dans certains hôpitaux la quasi-totalité des lits sont déjà occupés par des malades du Covid-19. Pour faire face à cette envolée, le ministre de la santé [Olivier Véran] affirme qu'il va armer 12 000 lits : c'est illusoire ! On peut toujours faire des effets d'annonce, nous dire qu'on est extraordinaire, mais où va-t-on trouver les soignants pour s'occuper de tous ces malades ?

La pénurie de soignants est le talon d'Achille de la France...

À la suite de la première vague, le salaire des infirmières a été revalorisé de 180 euros. Sur un petit salaire, c'est une revalorisation importante, mais ça ne permet pas de rattraper notre retard : nous sommes toujours bien au-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques]. Il faut donner aux gens l'envie de travailler dans le public. Le risque, sinon, est de créer un système à deux vitesses, avec d'un côté des dispensaires, de l'autre des cliniques de luxe. Nous n'alertons pas pour sauver « notre » hôpital, mais l'hôpital de tout le monde.

Quels sont les scénarios auxquels il faut s'attendre ?

Il faut s'attendre à une succession de vagues plus ou moins rapprochées, au moins pendant quelques mois. Tout l'enjeu est qu'elles montent le moins haut possible. Et l'on ne pourra pas y arriver sans une implication de tous les citoyens. Le Covid-19 n'est pas une maladie grave – moins de 1 % de létalité – mais il est très transmissible, et peu visible. Environ la moitié des contaminations sont le fait de personnes « asymptomatiques » ou « présymptomatiques ». La seule solution est que nous agissions tous comme si nous étions porteurs du virus : il ne faut pas attendre d'être contact avéré ou symptomatique pour respecter partout et tout le temps les mesures barrières.

Comment susciter un tel changement ?

Toute la question est de savoir où mettre la contrainte pour qu'elle soit acceptée dans la durée. Faut-il imposer le port du masque dans la rue toute la journée, quand on sait que cela a une efficacité, certes, mais limitée ? Face à des informations un peu contradictoires, les gens sont perdus. Il faudrait davantage mettre l'accent sur les changements de comportements en simplifiant les mesures, en les expliquant. Il faudrait aussi tenir plus compte du terrain sur lequel nous menons ce combat. Cette épidémie révèle les fragilités de notre société, attise les tensions. Nous sommes arrivés à un point de bascule, mais j'ai peur que les politiques soient un peu dans le déni. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHLOÉ HECKETSWEILER



La France a « l'Espagne au cœur » comme l'écrivait Pablo Neruda. La guerre civile espagnole (1936-1939) a profondément marqué notre pays où les enfants d'exilés ne cessent d'en porter la mémoire. Ce hors-série fait le point sur les travaux des historiens, romanciers et journalistes qui, d'un côté et de l'autre des Pyrénées, n'en finissent pas de revisiter l'histoire de ce conflit.

GUERRE D'ESPAGNE

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 8,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique